



URSSAF LIMOUSIN
11 Rue Camille Pelletan
TSA 99999
87049 - LIMOGES CEDEX 1

Accord-cadre à bons de commande mono-attributaire de services

**Prestations d'assistance au recrutement de personnels pour l'Urssaf
Limousin**

Procédure adaptée












En application de l'article R. 2123-1, 1° du code de la commande publique.

Règlement de la Consultation (R.C.)

Date limite de remise des offres :

25 Juillet 2025 à 12 heures

POINTS CLÉS DE LA PROCÉDURE

| | |
|---|--|
|  | <p>Accord-cadre à bons de commande mono-attributaire de Services</p> <p><u>Objet</u> : Prestations d'assistance au recrutement de personnels pour l'Urssaf Limousin</p> |
|  | <p><u>Acheteur</u> :</p> <p>URSSAF LIMOUSIN</p> <p>11 Rue Camille Pelletan</p> <p>TSA 99999</p> <p>87049 - LIMOGES CEDEX 1</p> |
|  | <p>Accord-cadre passé en procédure adaptée, en application de l'article R. 2123-1, 1° du code de la commande publique.</p> <p>CCAG applicable à l'accord-cadre : CCAG Fournitures Courantes et Services.</p> |
|  | <p>L'accord-cadre n'est pas alloti.</p> |
|  | <p>Profil acheteur :</p> <p>https://www.marches-publics.gouv.fr</p> |
|  | <p>Les renseignements complémentaires doivent être demandés au plus tard 5 jours calendaires avant la date limite fixée pour la réception des offres.</p> |
|  | <p>L'offre est valable 90 jours à compter de la date limite de réception des offres.</p> |
|  | <p>L'acheteur se réserve le droit de recourir à la négociation.</p> |
|  | <p>Aucune variante exigée n'est prévue.</p> <p>Aucune variante autorisée n'est prévue.</p> <p>Aucune variante facultative n'est prévue.</p> |
|  | <p>La consultation ne comporte pas de prestation supplémentaire éventuelle facultative.</p> <p>La consultation ne comporte pas de prestation supplémentaire éventuelle obligatoire.</p> |
|  | <p>Code CPV principal de la consultation : 79620000-6 : Services de mise à disposition de personnel, y compris de personnel temporaire</p> |

SOMMAIRE

| | | |
|------------|--|----|
| ARTICLE 1. | DISPOSITIONS GÉNÉRALES | 4 |
| 1.1. | Objet de la consultation | 4 |
| 1.2. | Codes CPV | 4 |
| 1.3. | Durée | 4 |
| ARTICLE 2. | DOSSIER DE CONSULTATION | 5 |
| ARTICLE 3. | CONDITIONS DE LA CONSULTATION | 6 |
| 3.1. | Procédure de passation | 6 |
| 3.2. | Allotissement | 6 |
| 3.3. | Négociation | 6 |
| 3.4. | Renseignements complémentaires | 6 |
| ARTICLE 4. | PRÉSENTATION DE LA CANDIDATURE | 6 |
| 4.1. | Dossier de candidature | 6 |
| 4.2. | Sous-traitance | 7 |
| 4.3. | Groupements d'opérateurs économiques | 8 |
| ARTICLE 5. | PRÉSENTATION DE L'OFFRE | 8 |
| 5.1. | Présentation du dossier d'offre | 8 |
| 5.2. | Variantes | 9 |
| 5.3. | Prestations supplémentaires éventuelles | 9 |
| 5.4. | Délai de validité | 9 |
| ARTICLE 6. | CRITÈRES D'ATTRIBUTION ET CHOIX DE L'OFFRE | 9 |
| ARTICLE 7. | MODALITÉS DE REMISE DES PLIS | 11 |
| ARTICLE 8. | ATTRIBUTION DE L'ACCORD-CADRE | 12 |
| ARTICLE 9. | LITIGES ET DIFFÉRENDS | 12 |

ARTICLE 1. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1.1. Objet de la consultation

Objet des services : Prestations d'assistance au recrutement de personnels pour l'Urssaf Limousin.

La présente consultation a pour objet des prestations d'assistance à recrutement de personnels administratifs en contrat à durée déterminé, contrat à durée indéterminé, au bénéfice de l'URSSAF DU LIMOUSIN. Le recours à ces prestations d'assistance est modulable.

Ces prestations viennent en complément des procédures préexistantes de gestion interne. Ces prestations peuvent être de deux ordres, soit une assistance partielle au recrutement, soit une assistance complète au recrutement.

Lieu de prestation du service : URSSAF LIMOUSIN, 11 Rue Camille Pelletan, TSA 99999, 87049 LIMOGES CEDEX 1

Le montant de commande du marché initial et de chaque reconduction est limité à 70.000,00 € HT.

1.2. Codes CPV

Le code CPV principal de l'accord-cadre est le suivant : 79620000-6 - Services de mise à disposition de personnel, y compris de personnel temporaire

Code(s) CPV secondaire(s) :

1.3. Durée

Durée :

L'accord-cadre est conclu pour une période initiale de 12 mois.

La date de début de l'accord-cadre est prévue le 1 août 2025 ou le jour de la notification au(x) titulaire(x) si celle-ci intervient postérieurement au 1 août 2025.

La date de fin prévisionnelle de l'accord-cadre est prévue le 31 juillet 2026.

Délai d'exécution :

Le titulaire dispose d'un délai de 48h à réception de toute commande pour prendre contact avec le chargé de développement des ressources humaines en charge du recrutement afin d'organiser un échange sur la prestation attendue par l'Urssaf Limousin.

Pour les contrats à durée déterminée :

Dans les 5 jours ouvrés qui suivent l'entretien d'expression de besoin, le titulaire devra présenter à l'Urssaf Limousin au moins 2 candidats sélectionnés assortis des dossiers individuels de présentation

Pour les contrats à durée indéterminée :

Dans les 10 à 15 jours ouvrés (2 à 3 semaines) qui suivent l'entretien d'expression de besoin, le titulaire devra présenter à l'Urssaf Limousin les candidats présélectionnés assortis des dossiers individuels de présentation en vue de l'évaluation des candidats sélectionnés.

Dans les 5 jours ouvrés qui suivent la sélection des candidats, le titulaire présentera les résultats de l'évaluation à l'Urssaf Limousin.

Caractéristiques du délai d'exécution de l'accord-cadre :

Par dérogation à l'article 13 du CCAG fournitures courantes et services, la durée du marché ne commence pas à sa notification mais à réception du premier bon de commande.

Reconduction :

L'accord-cadre est reconductible tacitement, il comprend une reconduction. La durée de chaque période de reconduction est de 12 mois. La durée de chaque reconduction est de :

- Reconduction 1 : 12 mois. (au 31 juillet 2027)

A l'issue de la dernière reconduction, plus aucune nouvelle commande ne pourra être réalisée en exécution de cet accord-cadre.

Si l'acheteur ne souhaite pas reconduire l'accord-cadre, il doit prendre une décision expresse de non-reconduction, qu'il notifie au titulaire au plus tard 60 jours calendaires avant la date d'échéance de l'accord-cadre initial ou d'une reconduction ultérieure.

Le titulaire ne peut s'opposer à la non-reconduction de l'accord-cadre.

Prestations similaires :

En application de l'article R. 2122-7 du Code de la commande publique, l'acheteur peut conclure un marché sans publicité ni mise en concurrence préalables pour la réalisation de prestations similaires à celles de l'objet du présent accord-cadre, en accord avec le titulaire, pendant la période de l'accord-cadre.

ARTICLE 2. DOSSIER DE CONSULTATION

Vous pouvez consulter les documents en ligne à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Le dossier de consultation comprend les éléments suivants :

- ATTRI1 - Acte d'engagement
- CCAP et son annexe
- CCTP
- DC1 – Lettre de candidature
- DC2 – Déclaration du candidat individuel
- Offre technique et financière
- RC

L'acheteur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation. Ces modifications devront être reçues par les candidats au plus tard 6 jours calendaires avant la date limite de réception des offres. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Les renseignements complémentaires sur les documents de la consultation seront envoyés aux opérateurs économiques 2 jours calendaires au plus tard avant la date limite fixée pour la réception des offres, pour autant qu'ils en aient fait la demande 5 jours calendaires avant la date limite fixée pour la réception des offres.

Si un complément d'informations, nécessaire à l'élaboration de l'offre n'est pas fourni dans les délais prévus ci-dessus, ou si des modifications importantes sont apportées aux documents de l'accord-cadre, le délai de réception des offres sera prolongé de manière proportionnée à l'importance des informations demandées ou des modifications apportées.

ARTICLE 3. CONDITIONS DE LA CONSULTATION

3.1. Procédure de passation

Conformément à l'article R. 2123-1, 1° du Code de la commande publique, l'accord-cadre est passé par procédure adaptée.

Conformément à l'article R. 2162-2 du code de la commande publique, l'accord-cadre mono-attributaire sera exécuté par l'émission de bons de commande dans les conditions fixées aux articles R. 2162-13 et R. 2162-14 du code de la commande publique.

3.2. Allotissement

Le pouvoir adjudicateur décide de ne pas allouer le marché pour les raisons suivantes : Pas d'allotissement
L'acheteur se trouve dans l'impossibilité d'allouer le marché car il est dans l'impossibilité d'assurer lui-même l'organisation, le pilotage, et la coordination du marché.

3.3. Négociation

Conformément à l'article R. 2123-5 du code de la commande publique, l'acheteur a prévu la possibilité de négocier mais se réserve le droit d'attribuer l'accord-cadre sur la base des offres initiales sans mener de négociations.

3.4. Renseignements complémentaires

Pour tous renseignements complémentaires concernant cette consultation les candidats transmettent impérativement leur demande par l'intermédiaire du profil acheteur dont l'adresse URL est la suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

ARTICLE 4. PRÉSENTATION DE LA CANDIDATURE

4.1. Dossier de candidature

Dans le cadre de sa candidature, le candidat devra produire les documents suivants.

Si ceux-ci ne sont pas remis en français, une traduction des documents devra être jointe au dossier de candidature.

Le candidat peut présenter sa candidature sous forme d'un document unique de marché européen (DUME), en lieu et place des formulaires DC1 et DC2. En cas de groupement d'opérateurs économiques, chacun des membres du groupement fournira un formulaire DUME complété.

Les capacités professionnelles, techniques et financières du candidat seront analysées à partir des critères listés ci-dessous. Lorsqu'un niveau minimum est exigé pour un critère, le candidat doit fournir les preuves des minimaux demandés ou toute autre forme de preuve équivalente.

| N° | Capacité économique et financière du candidat |
|----|---|
| 1 | Déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat et, le cas échéant, le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché public, portant au maximum sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles. |

| N° | Capacité technique et professionnelle du candidat |
|----|---|
| 1 | Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années. |
| 2 | Une liste des principales livraisons effectuées ou des principaux services fournis au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les livraisons et les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique. |

En application de l'article R2143-13 du code de la commande publique, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents listés ci-dessous si l'acheteur peut les obtenir directement par le biais :

1° D'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel à condition que l'accès à celui-ci soit gratuit et, le cas échéant, que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à sa consultation ;

2° D'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à sa consultation et que l'accès à ceux-ci soit gratuit.

Liste des pièces justificatives que les entreprises ne sont pas tenues de produire dans leur candidature aux marchés publics:

En application des articles L. 113-13 et D.113-14 du code des relations entre le public et l'administration, le candidat n'est pas dans l'obligation de transmettre les justificatifs suivants :

- l'attestation de régularité fiscale ;
- les déclarations de résultats soumis aux bénéfices industriels et commerciaux ;
- les déclarations de bénéfices non commerciaux ;
- les déclarations de résultats soumis aux bénéfices agricoles ;
- les déclarations de résultats soumis à l'impôt sur les sociétés ;
- les déclarations pour les sociétés mères et les filiales de groupe ;
- l'extrait d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés (extrait KBis) et les statuts ;
- les attestations de régularité sociale et de vigilance ;
- la carte professionnelle d'entrepreneur de travaux publics.

Si le candidat est une personne physique :

- l'avis d'imposition à l'impôt sur le revenu ou l'avis de situation déclarative à l'impôt sur le revenu émanant de la direction générale des finances publiques ;
- l'attestation de droit aux prestations délivrées aux bénéficiaires par les organismes de sécurité sociale ;
- Le justificatif d'identité, lorsque le téléservice de l'administration propose le dispositif «FranceConnect» mis en œuvre par l'administration chargée du numérique et du système d'information et de communication de l'Etat sous réserve des dispositions de l'article R. 113-9 du code des relations entre le public et l'administration.

4.2. Sous-traitance

Le soumissionnaire présente dans son offre les sous-traitants dont l'intervention est envisagée, s'ils sont connus.

Pour chaque sous-traitant présenté dans l'offre, le soumissionnaire joindra :

- les pièces permettant de justifier des capacités techniques, professionnelles et financières du sous-traitant lorsque le candidat ou l'un des membres du groupement candidat s'appuie sur la ou les capacités du sous-traitant proposé. Le candidat joindra à cet égard la preuve qu'il disposera des capacités de l'opérateur économique pour l'exécution du marché;

- une déclaration indiquant que le sous-traitant ne tombe pas sous le coup d'une interdiction de soumissionner aux marchés publics ;
- le formulaire DC4 (déclaration de sous-traitance) dans sa dernière mise à jour dûment complété et signé.

4.3. Groupements d'opérateurs économiques

Conformément à l'article R. 2142-19 du code de la commande publique, les groupements d'opérateurs économiques peuvent participer à la présente consultation.

Lors de la remise de la candidature et de l'offre, la forme juridique du groupement est laissée à la libre appréciation des candidats.

Le groupement pourra prendre la forme soit d'un groupement conjoint, soit d'un groupement solidaire.

Quelle que soit la forme juridique du groupement retenue par les candidats, la composition du groupement devra être détaillée et l'un des opérateurs économiques membre du groupement sera désigné comme mandataire. Ce mandataire représentera l'ensemble des membres du groupement vis-à-vis de l'acheteur et coordonnera les prestations des membres du groupement.

Un même opérateur économique ne peut pas être mandataire de plus d'un groupement pour un même marché public.

Conformément aux dispositions de l'article R. 2142-26 du code de la commande publique, la composition du groupement ne pourra pas être modifiée entre la date de remise des candidatures et la date de signature du marché.

Il pourra cependant être dérogé à ce principe en cas d'opération de restructuration de société, notamment de rachat, de fusion ou d'acquisition touchant l'un des membres du groupement ou, si le groupement apporte la preuve qu'un de ses membres se trouve dans l'impossibilité d'accomplir sa tâche pour des raisons qui ne sont pas de son fait. Le groupement pourra alors demander à l'acheteur l'autorisation de continuer à participer à la procédure de passation en proposant, le cas échéant, à l'acceptation de l'acheteur, un ou plusieurs nouveaux membres du groupement, sous-traitants ou entreprises liées.

Dans le cadre de procédures incluant une ou plusieurs phases de négociation ou de dialogue, l'acheteur peut également autoriser le groupement qui en fait la demande à modifier sa composition lorsque les conditions suivantes sont remplies :

1° Le groupement dispose des garanties économiques, financières, techniques et professionnelles exigées par l'acheteur pour participer à la procédure ;

2° Cette modification ne porte pas atteinte au principe d'égalité de traitement des candidats ni à une concurrence effective entre ceux-ci.

L'acheteur se prononcera sur la recevabilité de cette demande après examen de la capacité de l'ensemble des membres du groupement ainsi transformé et, le cas échéant, des sous-traitants et entreprises liées présentées à son acceptation, au regard des conditions de participation qu'il a définies.

Les opérateurs économiques ne sont pas autorisés à candidater en agissant à la fois en qualité de candidat individuel et de membre d'un groupement. Les opérateurs économiques ne sont pas autorisés à candidater en qualité de membres de plusieurs groupements.

ARTICLE 5. PRÉSENTATION DE L'OFFRE

5.1. Présentation du dossier d'offre

Dans le cadre de son offre, le candidat devra produire les documents suivants.

Si ceux-ci ne sont pas remis en français, une traduction des documents devra être jointe au dossier d'offre.

| N° | Description |
|----|--|
| 1 | L'acte d'engagement Le document doit être dûment rempli, daté par la personne habilitée à engager la société. Le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché public sera tenu de signer l'acte d'engagement. Toutefois, le candidat peut choisir de le signer dès le dépôt de sa candidature ou de son offre. |
| 2 | Le relevé d'identité bancaire |
| 3 | Le mémoire technique |
| 4 | Les déclarations de sous-traitances nécessaires le cas échéant |
| 5 | Cadre de réponse financier |
| 6 | Cadre de réponse technique |

5.2. Variantes

La présentation de variantes à l'initiative du soumissionnaire n'est pas autorisée.
Aucune variante n'est prévue par l'acheteur.

L'offre doit être strictement conforme aux pièces de l'accord-cadre.
En cas de présentation d'une variante, seule l'offre de base sera prise en compte.

5.3. Prestations supplémentaires éventuelles

L'accord-cadre ne comporte aucune prestation supplémentaire éventuelle facultative ou obligatoire.

5.4. Délai de validité

Le candidat reste lié par son offre pendant un délai de 90 jours calendaires, à compter de la date limite de présentation des offres.

ARTICLE 6. CRITÈRES D'ATTRIBUTION ET CHOIX DE L'OFFRE

L'acheteur attribue l'accord-cadre au soumissionnaire ayant présenté l'offre économiquement la plus avantageuse en se fondant sur une pluralité de critères.

Les critères listés ci-dessous s'appliquent pour l'attribution de l'accord-cadre.

| N° | Description | Pondération |
|-----|---|-------------|
| 1 | Prix | 40 |
| | <i>Règle de trois; Note offre = (prix de l'offre la plus basse / prix de l'offre) * pondération du critère prix</i> | |
| 2 | Valeur technique | 60 |
| | | |
| 2.1 | Service | 25 |
| | <i>Moyens humains dédiés à l'exécution des prestations. Jugée notamment au travers de :</i> <i>• L'expérience et l'expertise du candidat :</i> <i>- Dans le domaine du recrutement des métiers à caractère administratif</i> <i>- Dans la sphère privée (organismes de Sécurité Sociale...). Une présentation d'une liste des principaux services effectués au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé dans le cadre de recrutement dans le domaine</i> | |

| | | |
|---|---|-----|
| | <i>administratif</i> <ul style="list-style-type: none"> • <i>L'équipe dédiée à l'exécution des prestations :</i> <ul style="list-style-type: none"> - <i>Nombres d'intervenants,</i> - <i>Profil des intervenants,</i> - <i>Expérience des intervenants (Cv à fournir)</i> - <i>Intervenant disponible pour remplacement lors des congés (binôme ...)</i> | |
| 2.2 | Valeur fonctionnelle | 25 |
| | <i>Méthodologie mise en oeuvre pour l'exécution des prestations d'assistance à recrutement</i> <i>Jugée notamment au travers de :</i> <ul style="list-style-type: none"> • <i>La méthodologie et les modalités de mise en oeuvre :</i> <ul style="list-style-type: none"> - <i>La description de la méthode et des outils utilisés pour le sourcing des candidats (Cv thèque, sites de diffusions des annonces, réseaux sociaux, réseaux spécialisés, presse, sites spécialisés, approche directe, vivier cooptation...)</i> ; - <i>La description de la méthode et des outils utilisés pour la présélection des candidats ;</i> - <i>La description de la méthode et des outils utilisés pour la sélection des candidats : les différentes phases, la durée estimative, les outils de test (types Sosie, outils de mises en situation), la méthode d'analyse des résultats, les modalités de restitution aux candidats et les modalités de présentation de candidats à l'URSSAF ;</i> - <i>La méthodologie en matière de suivi des procédures et de reporting ;</i> - <i>La méthodologie utilisée pour suivre un candidat retenu durant sa période d'essai</i> - <i>Les modalités de remplacement du candidat retenu dont la période d'essai ne serait pas probante.</i> • <i>Des modèles de livrables :</i> <ul style="list-style-type: none"> - <i>Un exemple de compte-rendu d'expression et d'analyse du besoin ;</i> - <i>Un exemple de fiche de pré sélection d'un candidat ;</i> - <i>Un exemple de dossier type « anonymisé » de présentation d'un candidat avec une mise en évidence de l'adéquation poste et profil ainsi qu'avec le compte rendu d'un test de personnalité et d'une mise en situation.</i> - <i>Des exemples de mises en situation pour un profil de cadre expert et de manager;</i> | |
| 2.3 | Délai d'exécution | 10 |
| | <i>Délai de réalisation d'une procédure de recrutement</i> | |
| Pondération totale des critères d'attribution : | | 100 |

Une certaine valeur a été attribuée à chaque critère. Sur la base de l'évaluation de tous ces critères, tenant compte de la valeur attribuée à chacun, l'accord-cadre sera attribué au candidat présentant l'offre économiquement la plus avantageuse du point de vue de l'acheteur.

Si une offre lui paraît anormalement basse, l'acheteur demandera au soumissionnaire d'apporter les précisions et justifications permettant de démontrer que l'offre présentée n'est pas anormalement basse, en application des articles L. 2152-5 à L. 2152-6 et R. 2152-3 à R. 2152-5 du code de la commande publique.

Si les éléments produits par le soumissionnaire ne permettent pas de justifier de manière satisfaisante le bas niveau des prix proposés ou si le soumissionnaire se trouve dans l'un des cas précisés aux articles R. 2152-4 ou R. 2152-5 du code de la commande publique, son offre est rejetée.

ARTICLE 7. MODALITÉS DE REMISE DES PLIS

Les plis doivent être remis au plus tard à la date et l'heure mentionnées en page de garde du présent document. Les plis déposés postérieurement seront considérés comme étant hors délai.

Conformément aux articles R.2132-7 et R.2132-8 du Code de la commande publique, les candidats devront **obligatoirement** transmettre leurs propositions de manière électronique.

Transmission par voie électronique

Les candidats devront tenir compte des indications suivantes, afin de garantir au mieux le bon déroulement de cette procédure dématérialisée.

La plate-forme de dématérialisation à utiliser pour la remise des offres est la suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

La liste des formats de fichiers acceptés est la suivante :

- Portable Document Format (Adobe .pdf),
- Rich Text Format (.rtf),
- Compressés (exemples d'extensions : .zip, .rar),
- Applications bureautiques (exemples d'extensions : .doc, .xls, .pwt, .pub, .mdb),
- Multimédias (exemples d'extensions : gif, .jpg, .png).

Les documents nécessitant une signature, transmis par voie dématérialisée, sont de préférence signés individuellement par le candidat au moyen d'un certificat de signature électronique conforme au format XAdES, CAdES ou PAdES. Les certificats de type RGS peuvent encore être utilisés après le 1er octobre 2018 pour le temps de leur validité.

Le cas échéant, les documents transmis par voie électronique pourront être rematérialisés après l'ouverture des plis pour signature. Les candidats sont informés que les pièces non signées électroniquement pourront être rematérialisées et signées manuscritement après l'attribution. Dans cette hypothèse, l'attributaire désigné s'engage à signer l'acte d'engagement et toutes autres pièces éventuelles conformément à l'offre remise ou négociée.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge de chaque candidat.

Copie de sauvegarde

Il est rappelé que le candidat peut, s'il le souhaite, faire parvenir une copie de sauvegarde dans les délais impartis pour la remise des candidatures ou des offres soit sur un support papier ou sur support physique électronique, soit par voie électronique.

La copie de sauvegarde transmise à l'acheteur ou à l'autorité concédante sur support papier ou sur support physique électronique doit être placée dans un pli comportant la mention " copie de sauvegarde ".

La copie de sauvegarde adressée par voie électronique est transmise au moyen d'outils et de dispositifs conformes aux exigences minimales des moyens de communication électronique prévus par les dispositions de l'arrêté du 22 mars 2019 relatif aux exigences minimales des moyens de communication électronique utilisés dans la commande publique (annexe 8 du code de la commande publique).

Lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans la copie de sauvegarde, celle-ci est écartée par l'acheteur ou l'autorité concédante.

ARTICLE 8. ATTRIBUTION DE L'ACCORD-CADRE

Au terme de la procédure, l'acheteur demandera à l'opérateur économique ou au mandataire du groupement d'opérateurs auquel il est envisagé d'attribuer l'accord-cadre de lui retourner :

- L'acte d'engagement dûment rempli, daté et signé par la personne habilitée à engager la société.
- Les attestations d'assurance reprises dans le CCAP
- Les documents justificatifs visés aux articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique. Le cas échéant, il sera fait application des articles R. 2143-13 et R. 2143-15 du Code de la commande publique.

Lors de la conclusion de l'accord-cadre et tous les 6 mois jusqu'à la fin de celui-ci, il sera demandé au titulaire de l'accord-cadre de fournir une attestation de vigilance afin de prouver qu'il respecte les règles applicables en matière de lutte contre le travail dissimulé.

ARTICLE 9. LITIGES ET DIFFÉRENDS

En cas de litige, les coordonnées du service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours et de l'instance chargée des procédures de recours sont les suivantes :

Tribunal administratif de Limoges
Tél. : 05 55 33 91 55
Fax : 05 55 33 91 60
Email : greffe.ta-limoges@juradm.fr

Les coordonnées de l'instance chargée des procédures de médiation sont les suivantes :

Tribunal administratif de Limoges
Tél. : 05 55 33 91 55
Fax : 05 55 33 91 60
Email : greffe.ta-limoges@juradm.fr

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application Télérecours Citoyens accessible via le site internet www.telerecours.fr.